

CHRONIQUES D'UN TERRIEN

Si j'étais président (2)

Il est utile de rappeler au début de cette seconde partie qu'il ne s'agit ici que d'une politique-fiction car, pour le petit journaliste que je suis et qui ne compte qu'une seule participation à la vie politique — une élection au conseil national de l'Union des journalistes algériens dans les années soixante-dix —, s'avancer sur les voies impénétrables du pouvoir serait la pire des prétentions ! Dieu Merci, je n'ai pas à me plaindre car lorsque le président le plus important de la planète commence à recevoir des savates sur la gueule, cette fonction, jadis grande et noble, me paraît aujourd'hui bien fragile et sujette aux caprices des hommes et à leurs démons de toujours : la soif de puissance et l'injustice.

Me voilà donc président. Je viens de faire le tour du nord du pays dans un voyage inaugural que j'ai voulu placer sous le signe de la fidélité. Ce voyage serait cependant incomplet s'il ne concernait pas le sud du pays, réservoir de notre richesse. Aux populations de ces vastes étendues, je ferai une seule promesse : outre les plans lancés par mon prédécesseur et qui ont permis d'installer des infrastructures qui faisaient cruellement défaut, je mettrai en œuvre un programme spécial d'emploi qui donnerait du travail à l'immense majorité des jeunes de la région. Il est inadmissible que les populations locales ne bénéficient pas directement des richesses qui se trouvent sous leurs pieds, et notamment par le biais de l'emploi. Des quotas très importants seront réservés aux chômeurs des régions concernées. Ils seront prioritaires. Cette «discrimination positive» — pour reprendre un terme à la mode — permettra aux jeunes du Sud de réaliser leur rêve et ne plus se considérer comme marginalisés par des pratiques où le régionalisme et le népotisme jouent un rôle néfaste.

Me voilà de retour à Alger. J'ai beaucoup parlé de l'histoire, mais je ne peux terminer ces «voyages de la mémoire» sans la reconnais-

sance du rôle inestimable joué par les patriotes qui ont sauvé la république. Je ne pense pas que la réconciliation nationale de mon prédécesseur ait vraiment donné au peuple algérien la certitude que la page ait été tournée. Une réconciliation nationale sans justice et, surtout, qui met les protagonistes sur un pied d'égalité resterait fragile et peut être balayée par n'importe quel souffle ; et Dieu seul sait que les tempêtes peuvent souffler fort sur l'Algérie. Notre pays n'a pas connu une guerre civile qui aurait mis face à face deux tribus ou deux pans de la population divisés idéologiquement. L'épreuve de sang imposée à notre peuple a été une tentative des milieux obscurantistes liés au terrorisme islamiste international de prendre le pouvoir pour imposer un régime à la Taliban. Les élites du peuple ne se sont pas levées pour défendre un territoire contre un envahisseur étranger ou une partie de la population en armes ; elles se sont senties concernées par le combat pour la survie de la république. A ce titre, la lutte contre le terrorisme des années 90 est en droite ligne de la lutte révolutionnaire du peuple algérien pour son indépendance. Elle en a les contours et les objectifs : utiliser la violence pour contrer des projets qui, au mieux, auraient fait de nous une province d'un nouveau Khalifa dirigé par des forces étrangères ; au pire, nous auraient enfoncés dans la violence et l'anarchie.

Il est inadmissible que l'on gomme tant d'héroïsme et de sacrifices pour les besoins d'une réconciliation qui est aujourd'hui rejetée par l'immense majorité du peuple algérien car on sait ce que sont nos référendums. Et parmi ceux qui hurlent avec les loups, présentant cette réconciliation nationale comme une tâche sacrée et dont ils sont seuls à voir les effets bénéfiques, beaucoup étaient les plus farouches partisans de la lutte contre le terrorisme ! Et demain, pour peu que mon nouveau programme réussisse à convaincre les Algériens, ils seraient les premiers à m'appuyer pour démonter les effets pervers de la réconciliation. Il ne s'agit pas de revenir sur la loi de la concorde, ni de refuser le pardon de la nation à ceux qui recon-

naissent leurs forfaits. Non ! Il s'agit surtout de faire la différence entre les vraies victimes du terrorisme islamiste et ceux qui, parce qu'ils sont apparentés avec les terroristes et qu'ils n'ont rien à se reprocher, doivent bénéficier de l'aide de l'Etat, comme tout citoyen dans leur condition d'ailleurs. Il n'y aura plus d'amalgame et je n'utiliserai jamais le terme de «tragédie nationale». Je placerai la décennie 90 sous le signe de l'héroïsme du peuple algérien, convoqué une seconde fois par l'Histoire pour donner au monde les plus belles pages de la bravoure. Je ferai tout pour que l'école et la culture glorifient ces moments forts dont chaque Algérien doit être fier. Des films, des pièces de théâtre, des colloques, des cérémonies seront organisés partout pour rappeler au peuple algérien ces martyrs tombés sous les balles de ceux que l'on veut, coûte que coûte, considérer comme des «frères» ! Des cimetières pour les nouveaux martyrs seront créés à côté des anciens : tous se sont sacrifiés pour que nous puissions vivre heureux ! Il est honteux que des soldats soient enterrés dans l'anonymat total. Je compte des parents dont les corps sont arrivés à la tombée de la nuit et qui ont été acheminés aussitôt vers le cimetière, escortés par la gendarmerie. Au début, on tirait une salve d'honneur et les walis, voire parfois les ministres, assistaient aux obsèques de ces héros ; mais, depuis la réconciliation, on les enterre à la sauvette, comme pour ne pas froisser leurs... assassins !

J'appellerai cette période «seconde révolution algérienne». Oui, ce fut une révolution dont on veut camoufler les hauts faits, la signification profonde et les résultats au-dessus de tout espoir qu'elle a engrangés, résultats qui furent très vite détournés par une politique ambiguë dont apparaissent peu à peu les véritables objectifs : gommer la victoire des patriotes, faire reculer les idées de progrès, de justice et de démocratie que cette lutte portait en son sein, réhabiliter l'intégrisme, agir pour que les idées de citoyenneté régressent...

En direction des familles vic-

times du terrorisme et trahies par fois par leurs organisations, je ferai de grands gestes : l'Etat leur donnera autant qu'il donne aux familles des premiers martyrs et les patriotes en retraite ainsi que les blessés recevront autant que les moudjahidine. Partout, ils seront glorifiés et honorés. Des médailles leur seront remises et ils auront la gratuité dans le transport. La nation — qui doit leur être reconnaissante éternellement — ne fera jamais assez pour leur dire merci d'avoir protégé les populations, merci d'avoir veillé au fonctionnement des infrastructures et des usines qui nous donnaient de l'électricité, du gaz, de l'eau, du lait, etc., merci d'avoir maintenu l'école ouverte, merci à l'enseignante de ne pas avoir cédé, merci au conducteur de locomotive d'avoir fait marcher les trains... Et, par-dessus tout, merci à l'armée d'avoir détruit les projets sinistres de l'intégrisme, lutte qui sera couronnée en 1998 lorsque le danger d'une prise de l'Etat par les émules d'Al-Qaïda ont totalement disparu, lorsque le général élu Liamine Zéroual s'était retiré, pensant que sa mission s'achevait. Merci aux gendarmes et aux policiers dont beaucoup ne sont plus parmi nous et qui ont étonné le monde par l'efficacité de leur action, leur organisation et leur discipline.

Le peuple algérien a lutté seul contre le terrorisme islamiste. Il a eu ses héros et ses traîtres. Je dirai avec franchise au monde : «Vous nous avez lâchés ! Vous avez parié sur la victoire des ennemis de la démocratie ! Pour vous, la vie algérienne n'a aucune valeur : vous vous êtes tus lorsque l'Algérie annonçait 200 000 morts, victimes du terrorisme. Mais lorsque ce même terrorisme, manipulé par les véritables commanditaires des attentats du 11 Septembre, s'en est pris aux vies américaines, vous avez subitement réagi et identifié ce terrorisme que vous avez toujours refusé de voir en Algérie.»

Je rappellerai à la France son rôle néfaste sous la houlette du président défunt Mitterrand et ses compères socialistes. Je remercierai tous les amis français qui avaient compris les véritables enjeux et je dirai des mots de reconnaissance à M. Charles Pasqua et à tous ceux qui ne vou-



Par Maâmar FARAH
farahmaamar@yahoo.fr

laient pas abandonner l'Algérie au moment où elle avait le plus besoin d'aide, et surtout, de compréhension, venant de l'étranger. A l'opinion maghrébine, je dirai le rôle hostile joué par le Maroc dont le territoire servait à l'acheminement des armes. Je lancerai une enquête des services secrets pour démontrer que cette hostilité a même pris les formes d'une aide directe au terrorisme. Ils se pencheront sur les séjours de Ben Laden à Casablanca et son implication dans le renforcement du terrorisme en Algérie.

Par ailleurs, plusieurs témoignages ayant permis d'identifier des ressortissants marocains parmi les terroristes ayant participé à des massacres — exemple : Béni Messous —, ils sera demandé aux mêmes services de répondre à la question de savoir si oui ou non l'Etat marocain ou ses structures ont aidé ces sanguinaires à s'introduire chez nous.

Par contre, je remercierai la Tunisie d'avoir, non seulement aidé à contenir le terrorisme, mais accueilli des millions d'Algériens refoulés par les visas qu'on leur imposait partout, y compris au Maroc ! C'est dans les moments durs qu'on reconnaît ses amis ! Une fois rétablies les vérités historiques, nous pourrions nous lancer dans le grand projet de mon mandat : construire le Maghreb.

M. F.

(A suivre jeudi prochain)

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com

La justice est au-dessus de tous, même des berceaux !

«Lors de leur plénière, les députés ont tenu à louer l'action du président Bouteflika.»

Une location à 30 millions !

S'il fallait une preuve, une nouvelle preuve, une preuve encore de la probité de notre justice, elle vient de nous tomber dessus... je veux dire, elle vient de nous être donnée par le tribunal d'El-Ménéa, dans la région de Ghardaïa. Cette honorable institution honorable à plus d'un titre, d'un paragraphe et d'un intertitre, a confirmé de manière magistrale la règle qui dicte tout acte judiciaire : «La loi est au-dessus de tous !» Tellement au-dessus, que cette loi et cette justice viennent de condamner un enfant de 5 ans. Comme rapporté dans vos journaux d'hier, l'enfant, pas plus haut que les pieds inférieurs du box des accusés, a d'abord été traîné au commissariat pour y être entendu, entre deux biberons, un rot et une pause pipi-caca. Ensuite, une fois changé, flanqué de son avocat et de ses parents, il a été présenté devant le juge, en plénière. Ayant souvenir d'une récente déclaration du ministre de la Justice dans laquelle cet honorable monsieur honorable promettait que son département veillait à l'améliora-

tion constante de son secteur, j'en déduis que dans les jours prochains, les semaines à venir et les mois à entrevoir, la justice ira chercher les prévenus dans les maternités pour les faire condamner avec la sévérité qui sied aux agissements des dangereux criminels que sont les mioches de 5 ans et moins. Dans cet honorable ordre d'idées honorables, je propose d'aller encore plus loin. Rien ne l'empêche ni ne l'interdit dans l'honorable climat honorable qui règne depuis quelques années déjà. La justice, qui condamne un petit bonhomme de cinq ans, qui risque de condamner à de la prison ferme le directeur d'El Watan et une journaliste parce que ce quotidien a dévoilé les agissements d'un exorciste déguisé en médecin, cette justice-là peut sans encombre envisager de rendre obligatoires des échographies dans les ventres des mamans enceintes de fœtus soupçonnés par la police de velléités criminelles. Osons ! Osons ! Et ne nous montrons pas trop étonnés si, à la rentrée scolaire prochaine, les parents voulant inscrire leurs rejetons dans les garderies et crèches se voient exiger le casier judiciaire du gosse ! Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.

